



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
22 avril 2021

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

Vendredi 23 avril, tous à l'air libre avec les travailleurs du spectacle !

Le mouvement des travailleurs de la culture s'étend et s'organise, des dizaines de lieux occupés se coordonnent, dans une vingtaine de villes. Ils appellent tous les secteurs à se mobiliser et à manifester le vendredi 23 avril prochain : « Pour l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage, contre les licenciements et les suppressions de postes, contre la précarité, pour notre système de santé... »

Soutenus par la CGT du Spectacle et SUD Culture, ils ont été rejoints par les confédérations CGT et SUD, des organisations enseignantes et étudiantes. Des appels ont déjà eu lieu dans certaines villes.

Les travailleurs de la culture en appellent à tous les autres !

« Une réouverture [des lieux culturels] sans droits sociaux, ça ne sert à rien » explique une occupante du théâtre de l'Odéon. Leur objectif premier est bien de combattre la réforme de l'assurance chômage, dont les intermittents font partie des premières victimes, et d'en appeler à d'autres : à ceux qui se battent contre les fermetures de sites, les licenciements et suppressions de postes, contre les surcharges induites, bref contre les vraies raisons du chômage. À tous ceux n'ayant que des contrats précaires, dans le privé comme dans le public. À Clermont-Ferrand, par exemple, les occupants du théâtre ont reçu des infirmières et aides-soignantes de la CGT-Santé ; à Paris des occupants de l'Odéon étaient à la coordination à l'initiative des TUI (la multinationale du voyage et du tourisme), en lutte contre les suppressions d'emplois.

Contre cette réforme assassine de l'assurance chômage

Car cette réforme de l'assurance chômage nous vise tous, chômeurs ou pas. À partir du 1^{er} juillet, le gouvernement veut baisser les allocations tout en les répartissant sur plus de mois. Selon un rapport de l'Unédic, 840 000 personnes connaîtraient ainsi une baisse d'indemnisation de 20 % en moyenne, et jusqu'à 40 % pour certains. Les conditions d'indemnisation sur une période de 24 mois passent de 4 mois de travail à 6 mois. Les demandeurs d'emploi alternant contrats courts et inactivité seront les premiers pénalisés.

Avec un tel gouvernement et les patrons qu'il représente, nous sommes tous des chômeurs ou des travailleurs précarisés en puissance.

Pas de souci pour les milliardaires

Le nombre des milliardaires en France passe de 39 à 42 et leur fortune a presque doublé cette année (malgré la crise !) pour monter à plus de 500 milliards d'euros. Entre-temps, le gouvernement multiplie les aides au très gros patronat à coups de « plan de relance », comme ils disent : « *Quoi qu'il en coûte* ». Le Maire remet encore 100 milliards sur la table. Tout cela pour « restructurer » dans les entreprises, rentabiliser, ce qui implique prendre sur les services publics, réduire les postes de soignants en pleine pandémie et en supprimer chez les enseignants...

En 2020, plus de 360 000 emplois salariés ont été détruits, rien que dans le privé. Des centaines de milliers d'autres sont menacés, y compris dans le public. Et les groupes qui licencient sont ceux qui sont les plus aidés : Sanofi, Air France, Renault, PSA et tant d'autres. Pendant que la charge de travail intenable, le nombre de chômeurs augmente.

Ce vendredi 23 avril, les intermittents ne seront pas seuls

Pourtant, des salariés des entreprises menacées se mobilisent, se montrent çà et là. Derrière ceux de Renault ou de PSA, on voit désormais des salariés des fonderies et d'autres sous-traitants de l'automobile. Alors que ceux de TUI tentent de se coordonner avec d'autres et se montrent aux côtés des centres techniques de Renault, les livreurs s'organisent contre les plateformes. Le 23 avril, plus il y aura de secteurs représentés partout où c'est possible, plus ce sera une étape vers un déconfinement du « Tous ensemble », qui fera reculer patronat et gouvernement.

Ce bulletin t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...

Vivent les cadences pas infernales

Avec la pénurie de puces, le rythme du travail se ralentit un peu partout. Moins de presse, moins de stress : l'ambiance générale s'en ressent plutôt positivement... De quoi donner envie de continuer comme ça une fois la pénurie passée.

Ça va marcher H(ment) – bien

Le revers de la médaille, c'est que les H- s'accroissent. Jusqu'à pas loin d'une dizaine pour les plus touchés d'entre nous. Il n'est tout simplement pas question que la pénurie de puces serve d'alibi pour nous faire passer les samedis de la deuxième moitié de l'année à l'usine. C'est à Stellantis de payer.

Rends l'argent P\$A

Vendredi dernier, Stellantis (PSA + Fiat-Chrysler) a distribué 1 milliard d'euros à ses actionnaires. Tavares n'exagère pas quand il dit que PSA a gardé une « forte rentabilité » en 2020. Quand certains se coltinent les cadences et les samedis en série, d'autres essuient leurs larmes de crocodiles, tirées par la méchante crise, avec de gros billets verts.

À quand la pénurie de rapaces ?

Depuis ce lundi, l'usine de PSA Rennes est à l'arrêt pour la semaine avec la pénurie de semi-conducteurs. Les salariés devront rattraper le retard avec des samedis travaillés déjà prévus en mai et juin. Certains salariés en horaires de journée perdront deux jours de congés obligatoires et seront mis en activité partielle avec perte de salaire.

En gros, pour la direction, ce n'est pas rentable de répartir le travail : soit tu travailles comme une machine, soit tu restes chez toi... Le temps qu'on puisse te faire récupérer le samedi à la bonne cadence.

PSA Douvrin : 1 000 postes encore menacés

La direction du groupe PSA a annoncé que le EB GEN III – la nouvelle génération du moteur essence 3 cylindres – serait produit sur le site de Douvrin.

Les 1 700 salariés qui y travaillent étaient menacés suite à l'annonce de l'envoi du EP GEN III – le 4 cylindres turbo hybride – en Hongrie. Samedi 10 avril, près de 800 salariés et soutiens manifestaient contre les suppressions d'emplois. Tavares cherche à calmer le jeu, mais menace toujours de vider le site.

Encore 1 000 emplois restent menacés. Pour les défendre un rassemblement aura lieu le 6 mai devant l'usine. Soyons nombreux à aller les soutenir !

Saint-Claude avec MBF

Les 280 salariés de la fonderie MBF, dont les principaux clients sont PSA et Renault, appelaient samedi dernier à une manifestation de soutien dans leur ville

du Jura, Saint-Claude. Plus d'un millier de personnes ont répondu présent, tandis que les commerçants fermaient le rideau le temps de la manifestation en soutien. C'est toute la ville qui trinquerait si l'usine fermait. Et tout le monde en est bien conscient.

Les SAM de Decazeville en grève

« On dirait que l'on doit se justifier de vouloir juste travailler, vivre et assurer un avenir pour nos enfants dans ce territoire. Renault et l'État en ont les moyens ». 2 000 personnes étaient rassemblées mardi pour applaudir ce discours d'un délégué de la fonderie SAM de Decazeville (Aveyron). Les 365 salariés sont en grève illimitée depuis le 14 avril.

Ils savent que seule la lutte peut contraindre les trusts donneurs d'ordre Renault et PSA à cesser le massacre parmi les équipementiers.

Mobilisation dans l'ingénierie Renault

La colère ne s'éteint pas dans l'ingénierie de Renault. Le 8 avril, plus de 300 salariés et soutiens qui ont protesté devant le siège de Renault à Boulogne contre l'externalisation de la maintenance des moyens d'essais et contre les suppressions de postes par milliers à Renault. Parmi eux 80 salariés de MBF, les fonderies du Jura (voir plus haut).

Le Borgne, patron de l'ingénierie Renault et ex de PSA, a annoncé aux syndicats qu'il était là « pour réduire les coûts » et qu'il ne s'interdirait rien. Pour l'instant les patrons ne veulent rien céder, mais les salariés non plus. Le combat continue et pourrait converger avec celui des sous-traitants.

Ça roule pour lui

L'AG des actionnaires de Renault se tiendra ce vendredi 23 avril à huis clos. Au programme, le vote à distance du salaire pour 2021 de Luca De Meo, actuel directeur général de Renault. Dans les tuyaux, 1,3 million d'euros de part fixe, 1,95 million de part variable et 75 000 actions gratuites, soit – au cours actuel de l'action – 6 millions d'euros au total.

Et dire qu'on croyait que Renault se faisait arroser par l'État parce qu'il n'avait plus d'argent...



'Sortie d'usine', D.Lopez & B.Carle

Ce n'est pas tous les jours que des ouvriers deviennent les héros d'une BD. À La Souterraine, où se trouvait l'usine GM&S, celle-ci est déjà un best-seller. Reportage en image, elle raconte comment PSA et Renault ont manœuvré pour liquider cette boîte sous-traitante, et comment les ouvriers se sont battus. Un récit que tout travailleur de l'automobile devrait lire...